



## Transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes

# Les candidats de gauche doivent respecter les électeurs

31/01/2017

À l'heure où le paysage politique s'est un peu éclairci, il nous paraît essentiel d'interpeller les candidats aux élections présidentielles et législatives se disant de gauche sur le respect de la parole populaire sur un dossier important pour l'avenir des ligériens et pour le développement harmonieux du territoire : le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes.

Des velléités sont apparues, pour plaire à des clientèles électorales marginales, de mettre le dossier sous le tapis de manière définitive, dépassant dans le renoncement l'inactivité du Gouvernement actuel. Ceci est grave. En juin 2016, les ligériens se sont exprimés massivement et de façon claire sur une question précise dans le cadre d'un débat plus informé que ne le sont les édiles nationales. Revenir sur cette expression, de la part de candidats à l'élection présidentielle comme Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon ou d'autres, ce serait faire preuve d'un manque de respect du suffrage universel aussi grand que lors de la grande trahison sur le traité constitutionnel européen de 2005.

Que l'on soit de droite ou de gauche, quel soit le niveau de connaissance ou de méconnaissance du dossier et quelle soit sa propre opinion, quand on prétend représenter les citoyens on se doit de respecter le choix des collectivités et le résultat du vote des électeurs. On ne peut pas se soumettre au suffrage universel pour se faire élire et le rejeter quand il s'agit de mettre en œuvre une décision des citoyens.

Le non-respect des paroles, sinon des intérêts, populaires conduit à une abstention menant soit à la domination sans partage des intérêts financiers soit à la remise en cause du régime démocratique qu'est notre République. Avant de penser à établir une VIème République il nous est intolérable que des personnes voulant bafouer le suffrage des électeurs soient élues ou demeurent en responsabilité que ce soit au niveau local ou national. Il nous faut des engagements.

Gilles Bontemps

Président de l'ADECR44

Ancien Vice-Président du Conseil Régional